

**PREFECTURE DU CALVADOS**

**DIRECTION REGIONALE DE L'INDUSTRIE, DE LA RECHERCHE  
ET DE L'ENVIRONNEMENT DE BASSE-NORMANDIE  
SUBDIVISION DU CALVADOS  
FP/CL – 2009 – B 420**

**ARRETE PREFECTORAL COMPLEMENTAIRE  
Commune de CONDE-SUR-NOIREAU  
SOCIETE HONEYWELL**

**LE PREFET DE LA REGION BASSE NORMANDIE,  
PREFET DU CALVADOS,  
Officier de la Légion d'Honneur,  
Officier dans l'Ordre National du Mérite,**

- VU** le Code de l'Environnement, et notamment ses titres 1<sup>er</sup> et 4 des parties réglementaire et législative du Livre V, et plus particulièrement l'article R. 512-31;
- VU** l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation
- VU** l'arrêté préfectoral du 4 septembre 1998 modifié le 9 septembre 2005 autorisant la S.A. ALLIED SIGNAL MATERIAUX DE FRICTION à poursuivre son activité de fabrication de garnitures de frein dans son établissement situé Z.I. EST à CONDE-SUR-NOIREAU ;
- VU** le courrier de la société HONEYWELL en date 24 février 2009 demandant la mise en place d'un nouveau plan de gestion pour le traitement de la pollution de la nappe phréatique au sein de son établissement situé sur la commune de CONDE-SUR-NOIREAU ;
- VU** le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées en date du 9 juin 2009 ;
- VU** l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques, lors de sa réunion du 23 juin 2009 ;

**CONSIDÉRANT** qu'aux termes de l'article L 512-1 du Code de l'Environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

**CONSIDÉRANT** qu'aux termes de l'article R 512.31 du Code de l'Environnement, des dispositions complémentaires rendues nécessaires pour la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 peuvent être fixées sur proposition de l'inspection des installations classées et après avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques,

**CONSIDERANT** que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement, notamment pour la protection de la nature et de l'environnement ;

**CONSIDERANT** que les niveaux de pollution en solvants chlorés dans les eaux souterraines au droit du site nécessitent une modification des installations de dépollution des eaux et du dispositif de surveillance de la migration de cette pollution,

**CONSIDERANT** que le projet d'arrêté a été porté à la connaissance du demandeur conformément aux dispositions de l'article R 512-26 du Code de L'environnement ;

Le demandeur entendu,

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Calvados,

## **ARRETE**

**ARTICLE 1 :** L'arrêté préfectoral du 4 septembre 1998 modifié le 9 septembre 2005, autorisant la S.A. ALLIED SIGNAL MATERIAUX DE FRICTION à poursuivre son activité de fabrication de garnitures de frein dans son établissement situé Z.I. EST à CONDE-SUR-NOIREAU est modifié et complété par les dispositions du présent arrêté.

**ARTICLE 2 :** Les dispositions du titre IV, article 36 de l'arrêté préfectoral du 4 septembre 1998 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

### Titre IV

## **DEPOLLUTION DES EAUX SOUTERRAINES**

### **ARTICLE 36 :**

#### **36.1 Protection et surveillance des eaux souterraines**

Le dispositif de surveillance des eaux souterraines et des eaux superficielles du *Noireau* a pour objectif le suivi de la migration de la pollution et du comportement des polluants. Il doit permettre de s'assurer de la suffisance du dispositif de dépollution des eaux mis en place au regard des enjeux sanitaires et environnementaux.

Le programme de surveillance a été adapté (piézomètres, paramètres surveillés, fréquence) pour répondre à ces objectifs.

L'exploitant doit effectuer une surveillance des eaux souterraines de la nappe superficielle dans les schistes altérés au droit de son établissement selon les dispositions définies ci-après.

Le dispositif de surveillance comporte les onze ouvrages de prélèvements constitué des piézomètres Pz2, Pz6, MW1, MW4, MW6, MW8, MW9, BRGM2, BRGM3, CECA et PW3, implantés conformément aux plans joints en Annexe 1 et 3 au présent arrêté.

L'indisponibilité de l'un de ces ouvrages doit être signalée sans délai à l'inspection des installations classées dont l'accord doit être sollicité préalablement au déplacement éventuel de l'ouvrage.

Les ouvrages doivent être réalisés pour éviter de mettre en communication des nappes d'eau distinctes et pour prévenir toute introduction de pollution de surface. Ils doivent à cette fin être réalisés et équipés selon les règles de l'art. Le diamètre de forage doit permettre, après tubage, la mise en place d'une pompe permettant le renouvellement de l'eau avant prélèvement. Les piézomètres doivent être conformes à la norme AFNOR FD X31-614. Leur tête doit être dotée d'une protection contre les pollutions accidentelles et les actes de malveillance. Les piézomètres doivent être nivelés et protégés contre les risques de détérioration.

Les ouvrages et équipements annexes font l'objet d'un entretien et d'une surveillance régulière de la part de l'exploitant. Tout incident pouvant compromettre les intérêts protégés par l'article L.511-1 du Code de l'environnement, sera signalé sans délai à l'inspection des installations classées.

La réalisation de tout nouveau piézomètre ou la mise hors service d'un piézomètre doit être portée à la connaissance de l'inspection des installations classées avec tous les éléments d'appréciation de l'impact hydrogéologique.

En cas de cessation d'utilisation des ouvrages et afin d'éviter la pollution des nappes d'eau souterraines, l'exploitant devra prendre toutes les mesures appropriées pour le comblement de ces ouvrages au moyen de matériaux inertes drainant et pour la réalisation d'un bouchon cimenté en tête. Ces ouvrages, notamment les « mini piézomètres CECA » plus utilisés, devront être rebouchés dans les règles de l'art.

### 36.2 Surveillance des eaux souterraines et superficielles

Les prélèvements et analyses des eaux souterraines sont effectués au moins **deux fois par an** (une en période de basses eaux, une en période de hautes eaux) sur chacun des onze ouvrages. Les prélèvements sont réalisés selon les règles de l'art en respectant notamment une purge d'au moins cinq fois le volume de la colonne d'eau.

La mesure de la hauteur d'eau dans les ouvrages doit être effectuée préalablement à toute campagne de prélèvement afin de déterminer les sens d'écoulement des eaux souterraines.

Le prélèvement d'échantillons doit être effectué conformément à la norme « Prélèvement d'échantillons – Eaux souterraines, ISO 5667, partie 11, 1993 » et de manière plus détaillée conformément au document AFNOR FD X31-615 de décembre 2000.

Les échantillons doivent être analysés afin de déterminer le pH, la conductivité, les hydrocarbures totaux (HCT), les COV (dont CHC (trichloroéthylène, Perchloroéthylène, Cis 1,2 dichloroéthylène, Trans 1,2 dichloroéthylène, 1,1 dichloroéthylène, chlorure de vinyle et BTEX).

Les prélèvements et analyses des eaux superficielles du *Noireau* (en limite nord du site) sont effectués à la même fréquence que les eaux souterraines. Le prélèvement des échantillons se fera en amont, au droit et en aval du site conformément au plan joint en annexe 2. Les analyses seront effectuées afin de déterminer le pH, la conductivité, et les COV (dont CHC (trichloroéthylène, Perchloroéthylène, Cis 1,2 dichloroéthylène, Trans 1,2 dichloroéthylène, 1,1 dichloroéthylène, chlorure de vinyle et BTEX)

L'exploitant doit transmettre après chaque campagne à l'inspection des installations classées un rapport de synthèse des analyses effectuées, accompagné de commentaires.

En fonction des résultats obtenus, la fréquence, la durée et les caractéristiques des prélèvements et analyses pourront être revues à tout moment à la demande de l'inspection des installations classées.

En cas de travaux dans les zones potentiellement polluées, l'inspection des installations classées en sera informée préalablement. L'exploitant constituera un dossier technique indiquant la nature des travaux, leur implantation et la gestion des terres excavées.

### 36.3 Système de Dépollution

La dépollution de la nappe se fera en deux étapes. Une première étape d'extraction multiphase, permettant la réduction des sources de pollution, et une seconde phase, d'atténuation naturelle surveillée, consistant en une bioremédiation des résidus chlorés.

#### 36.3.1 Extraction multiphase :

Ce système pompera les polluants en phase gazeuse, dissoute ou libre, et sera constitué des quatre puits de pompages PW3 et CECA, MW9, et BRGM3, qui seront complétés par 4 nouveaux puits A, B, C, D conformément aux plans joints en annexe 1 et 3.

Les débits d'extraction d'eau dans la nappe en vue de son traitement ne devront pas dépasser 8 m<sup>3</sup>/h en moyenne sur 24h au cumul des 8 puits précités, en fonctionnement normal de l'installation.

Cependant, pour les phases de démarrage du système un débit instantané de 10 m<sup>3</sup>/h est autorisé pour permettre d'amorcer et de stabiliser le système.

L'exploitant prendra toutes les dispositions nécessaires pour s'assurer du respect de ces débits.

Les eaux et gaz extraits seront traités au minimum par les éléments ci-dessous ou tout dispositif équivalent:

- un déshuileur décanteur avec ajustement de pH par injection d'acide
- D'une colonne de stripping d'air
- De filtres à charbon actif pour filtrer les gaz
- De filtres à charbon actif pour filtration de l'eau.

Elles seront rejetées vers le réseau d'assainissement aboutissant à la station d'épuration de la ville de Condé sur Noireau sous réserve du respect des valeurs limites fixées à l'article 36.3.1.1.

Les gaz extraits seront traités par une filtration à charbon actif avant rejet à l'atmosphère.

#### 36.3.1.1 Valeurs limites d'émission des eaux résiduaires après épuration et analyses

Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :

- Température : < 30°C
- pH : compris entre 5,5 et 8,5
- couleur : modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg/Pt/l.

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur après leur épuration, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies.

DEBIT DE REFERENCE	MAXIMAL : 10 m <sup>3</sup> /h	MAXIMAL JOURNALIER : 240 m <sup>3</sup> /j
Paramètre	Concentration maximale (mg/l)	Flux maximal journalier (kg/j)
MES	500	120
HCT	2,5	0,6
COVHV totaux	1	0,24
Trichloroéthylène	0,07	0,017
Perchloroéthylène	0,07	0,017
Cis 1,2 dichloroéthylène	0,5	0,12
Trans 1,2 dichloroéthylène	0,5	0,12
1,1 dichloroéthylène	0,08	0,019
Chlorure de vinyle	0,018	0,005
Ethylbenzène	0,14	0,033
Xylènes	0,07	0,017
Toluène	0,5	0,12
1,2,4 triméthylbenzène	0,1	0,024

Au cours de l'extraction multiphase, des analyses sur les eaux **en entrée et en sortie** du système de traitement seront réalisées tous les trois mois afin de déterminer les teneurs en HCT et en COV (dont CHC et BTEX). Une mesure du pH et des MES devra être réalisée sur l'effluent en sortie.

Au cours de l'extraction multiphase, des contrôles de terrain devront permettre d'estimer les concentrations de CHC dans les eaux traitées, de façon hebdomadaire. Un contrôle de corrélation devra être régulièrement effectué avec les mesures de laboratoire.

#### 36.3.1.2 Valeurs limites des rejets atmosphériques et analyses

Le débit d'extraction des gaz sera a minima de 300 m<sup>3</sup>/h de débit nominal.

Les rejets issus de l'installation de filtration doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :

- à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ou sur gaz humides (cas des installations de séchage) ;
- à une teneur en 21 % O<sub>2</sub> :

Polluants	Concentrations instantanées en mg/Nm <sup>3</sup>
COV	110 si le flux horaire dépasse 2000 g/h
Trichloroéthylène	2 si le flux horaire dépasse 10 g/h
Perchloroéthylène	20 si le flux horaire dépasse 100 g/h
Cis 1,2 dichloroéthylène	110 si le flux horaire dépasse 2000 g/h
Trans 1,2 dichloroéthylène	110 si le flux horaire dépasse 2000 g/h
1,1 dichloroéthylène	20 si le flux horaire dépasse 100 g/h
Chlorure de vinyle	2 si le flux horaire dépasse 10 g/h
Ethylbenzène	110 si le flux horaire dépasse 2000 g/h
Xylènes	110 si le flux horaire dépasse 2000 g/h
Toluène	110 si le flux horaire dépasse 2000 g/h
1,2,4 triméthylbenzène	20 si le flux horaire dépasse 100 g/h

Des analyses d'air sur le point de rejet du système de traitement seront réalisées semestriellement afin de déterminer les teneurs en COV figurant dans le tableau précédent.

Au cours de l'extraction multiphase, la teneur en COV dans l'air rejeté sera mesurée en permanence (système type détecteur à photo-ionisation en ligne) et une moyenne hebdomadaire sera réalisée. La concentration instantanée maximale devra être de 110 mg/m<sup>3</sup>.

#### 36.3.1.3 Suivi et transmission des résultats

Tous ces résultats seront consignés dans un registre tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

Le rendement du système de dépollution sera contrôlé tous les mois et une synthèse des résultats accompagnée de commentaires sera adressée à l'inspection des installations classées semestriellement.

#### 36.3.2 Atténuation naturelle

Une fois les limites d'extractions atteintes (limite de procédés) et sur la base d'un argumentaire technique permettant de justifier de la réduction maximale des sources de pollutions, après avis de l'inspection des installations classées, l'exploitant procédera à la mise en place de l'atténuation naturelle surveillée (biodégradation anaérobie) dans les règles de l'art, en procédant au besoin à l'injection d'un substrat carboné dans l'aquifère.

L'exploitant prendra toutes les dispositions nécessaires en combinant les phases de traitement précitées pour limiter « l'effet rebond » (remontée des concentrations à l'issue de la phase active de traitement)

Au cours de cette phase de bioremédiation, en plus de la recherche des paramètres précités, les teneurs en oxygène dissout (OD) et le potentiel d'oxydo réduction seront ajoutés aux analyses.

La fréquence de surveillance durant cette phase sera déterminée en accord avec l'inspection des installations classées, au vu des résultats et de l'étude à réaliser à la fin de l'extraction multiphase.

### **36.4 Objectifs de réhabilitation**

Les objectifs de réhabilitations seront contrôlés à l'aide d'analyses des risques résiduels sur la santé. Cette analyse de risque sera mise à jour tous les six mois à partir du début de la phase d'atténuation naturelle surveillée. Elle sera basée sur les résultats des analyses prévues dans les articles précédents.

Chaque mise à jour devra être transmise à l'inspection des installations classées accompagnées de commentaires, dans le trimestre suivant sa réalisation.

La fin des travaux de dépollution pourra être proposée à l'inspection des installations classées lorsque **trois analyses des risques résiduels consécutives** auront montré des niveaux de risques sanitaires acceptables **sur l'ensemble du site** conformément au schéma conceptuel défini dans le plan de gestion. Au vu des résultats de ces analyses de risques, ou en cas d'échec du système de dépollution, l'inspection des installations classées pourra à tout moment revoir les prescriptions définies dans le présent arrêté.

DRIRE Basse-Normandie

29 JUL. 2009

ARRIVÉE

### **ARTICLE 3 : RECOURS**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré à la juridiction administrative :

1° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où l'edit acte leur a été notifié ;

2° Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L511-1, dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage dudit acte.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation ou enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

### **ARTICLE 4 : PUBLICATION**

Le présent arrêté est inséré au recueil des actes administratifs.

Un extrait du présent arrêté est affiché à la mairie de CONDE SUR NOIREAU pendant un mois avec l'indication qu'une copie intégrale est déposée en mairie et mise à la disposition de tout intéressé, il est justifié de l'accomplissement de cette formalité par un certificat d'affichage. Le même extrait est affiché en permanence, de façon visible, dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Un avis est inséré, par les soins de la Préfecture, dans deux journaux diffusés dans tout le département, au frais du pétitionnaire.

### **ARTICLE 5 : NOTIFICATION**

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Calvados, le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de Basse-Normandie et le Maire de CONDE SUR NOIREAU sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société HONEYWELL, par lettre recommandée avec accusé réception.

Fait à Caen, le 17 juillet 2009

Pour le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire Général

*Ls de Galard*

Laurent de Galard

Une copie du présent arrêté est adressée :

- au maire de CONDE SUR NOIREAU,
- au Sous-Préfet de VIRE,
- au Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de Basse-Normandie,
- à l'Ingénieur Subdivisionnaire Coordonnateur Départemental (DRIRE),
- à la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales, Secrétariat du CODERST.

# ANNEXE 1

**Note:** Les puits de pompage du système de traitement proposé incluent MW9, BRGM3, PW3 et 2 nouveaux puits (A et B)

- Légende**
- Rayon d'influence de 15m.
  - Investissements prévus**
  - ⊕ Puits de pompage surp. Kermadec perpend.
  - Antennes d'investigation**
  - ⊕ Pécunier réalisé par BRGM et WC
  - ⊕ Puits de pompage
  - ⊕ Pécunier
  - Echelle de 100m de 200m
  - ⊕ Palanquée
  - ⊕ Mur en brique
  - ⊕ Drain

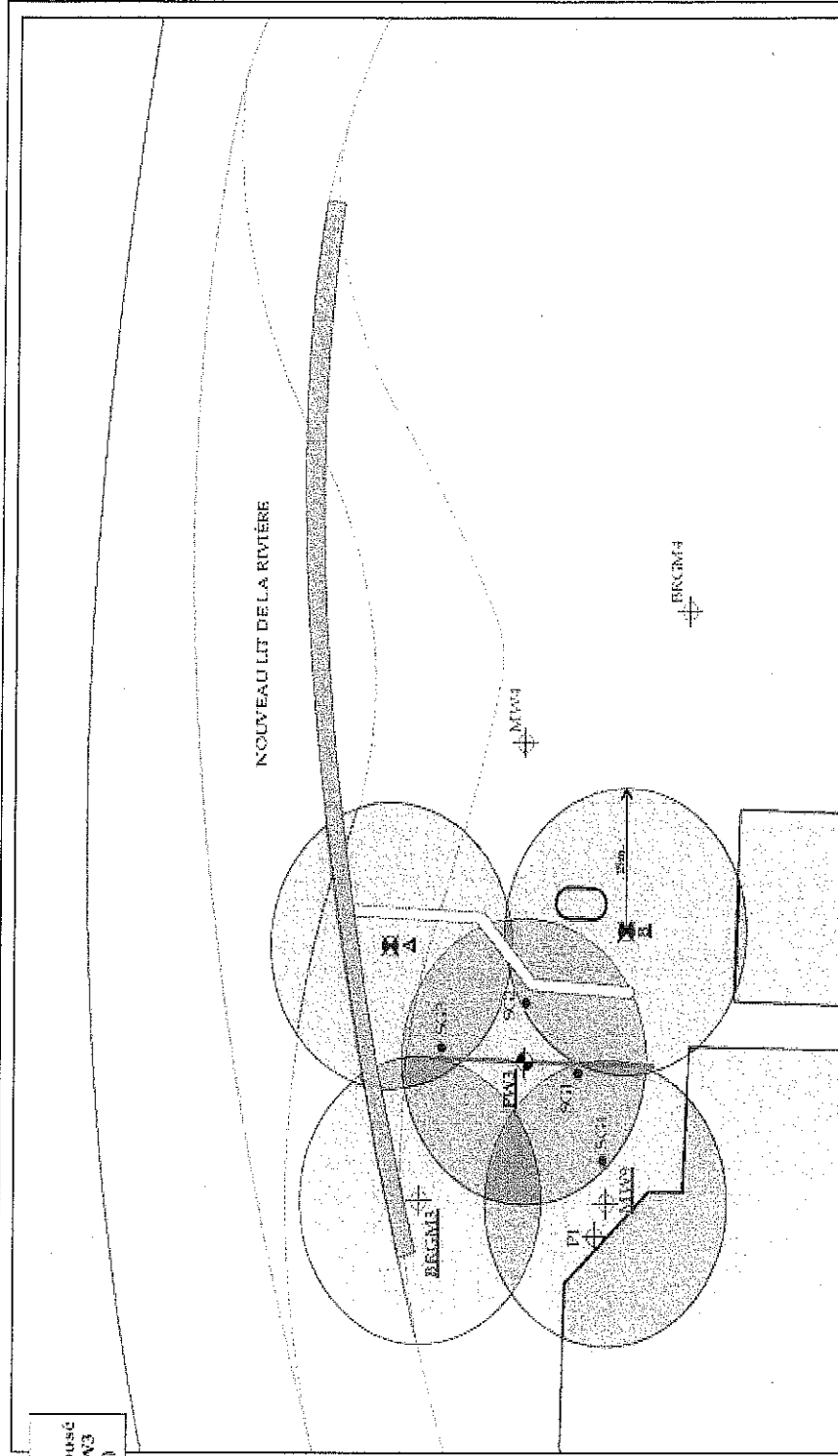


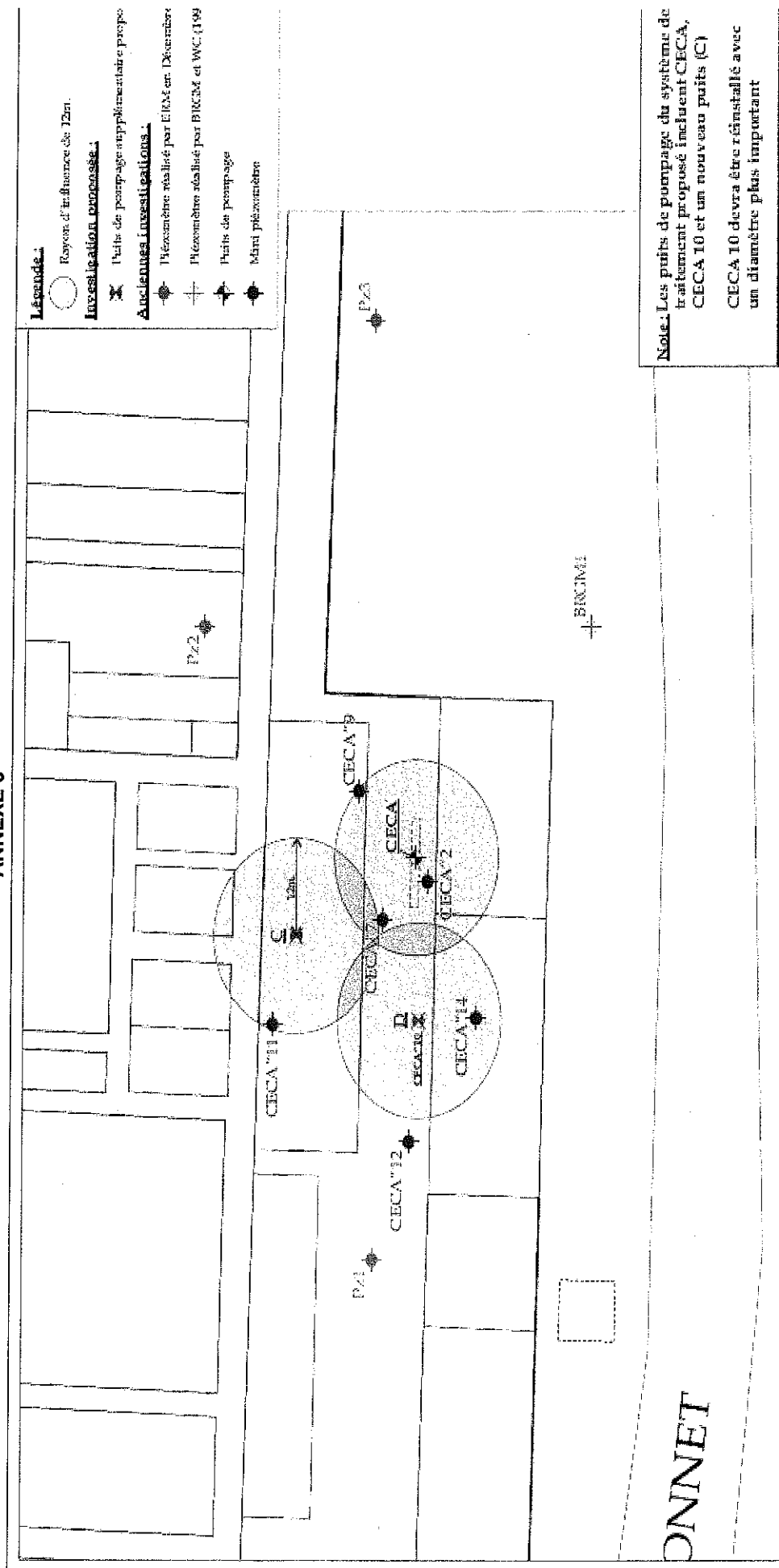
Figure 6.1 : Schema prévisionnel des futurs ouvrages de pompage dans la zone PW9/MW9


<p>ERM France Paris office 10, rue Fbg Poissonnière 75010 Paris Tel: 01 53 24 10 30 Fax: 01 53 24 10 40</p>	<p>Projet : PLAN DE GESTION Client : HONEYWELL Lieu : CONDÉ-SUR-NOIREAU (14), FRANCE</p>	<p>Date : 14/10/08 Fichier : 0077324-6-1.cdr</p>
---	--	--

[illegible]

<p>ERM France 10, rue Eug. Poussin 92010 Paris Tél. 01 53 33 10 30 Fax 01 53 33 10 40</p>	<p>Figures : Localisation des points de rassemblement, points et zones maitres</p>	<p>Précédent : SETI DES EAUX ANNUUEL Client : HONEYWELL Lieu : CONDOR-SUR-NEAUF-AM-BOUANCHE</p>	<p>Date : 29/05/09 Page : 007334 sur 06 Relevé : voir bureau d'étude</p>
---	--	---	--

# ANNEXE 3



	<p>ERM France Bureau de Paris 10, rue Fbg Poissonnière 75010 Paris Tel : 01 53 24 10 20 Fax : 01 53 24 10 40</p>	<p>Figures 6.2 : Schéma prévisionnel des futurs ouvrages de pompage dans la zone CECA</p>	<p>Projet : PLAN DE GESTION Client : HONEYWELL Lieu : CONDE-SUR-NOIREAU (14), FRANCE</p>	<p>Date : 04/06/09 Fichier : 0077324-6.2.dwg</p>	<p>0 25</p>	<p>25</p>	<p>0 25</p>	<p>25</p>
---	--	---	--	--	-------------	-----------	-------------	-----------

